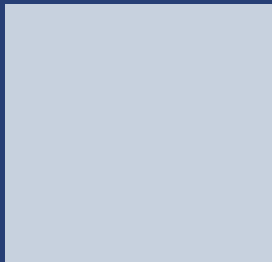
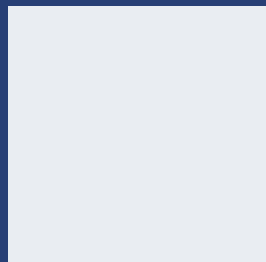
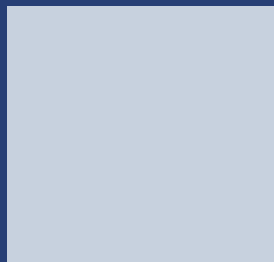
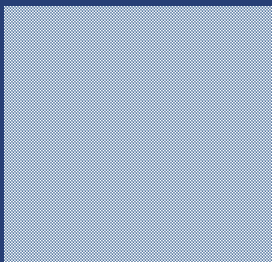
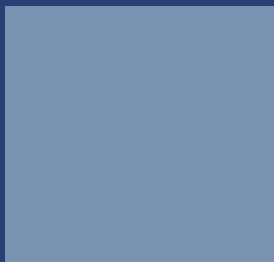
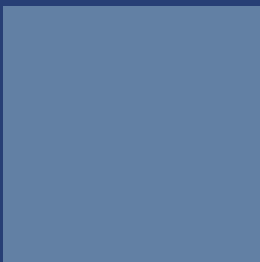
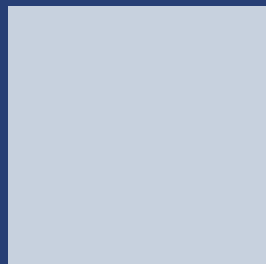
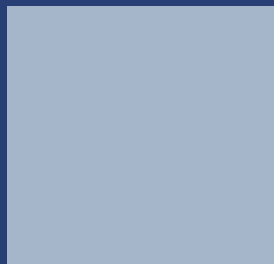
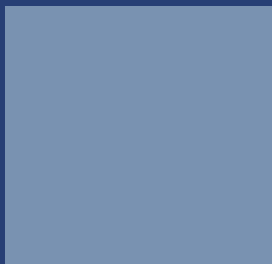


Rapport

Priorités du programme d'établissement pour la région de l'Atlantique

Préparé par : La Société Nationale de l'Acadie (SNA) et l'Association des agences au service des immigrants de la région atlantique (ARAISA)

Automne 2018



Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec :

Association des agences au service des immigrants de la région atlantique (ARAISA)
Bureau 2132B, 6960, chemin Mumford
Halifax (N.-E).
B3L 4P1

Téléphone : (902) 431-3203
Courriel : cwhiteway@araisa.ca
Site internet : www.araisa.ca

Ou

Société Nationale de l'Acadie (SNA)
224, rue St-George
Bureau 103
Moncton (N.-B.)
E1C 0V1

Téléphone : (506) 853-0404
Courriel : florian.euzen@snacadie.org
Site internet : www.snacadie.org

Remerciements

La Société Nationale de l'Acadie et l'Association des agences au service des immigrants de la région atlantique tiennent à remercier tous les intervenants qui ont participé aux consultations provinciales et contribué à informer le présent rapport.

Funded by:

Financé par :



Immigration, Refugees
and Citizenship Canada

Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada

Dans ce document, l'emploi du masculin pour désigner des personnes n'a d'autres fins que celle d'alléger le texte.

Table des matières

Table des matières.....	iii
Introduction.....	1
Profil des principaux partenaires	1
Méthodologie des consultations.....	1
Constatations	2
Centré sur les résultats	2
Œuvrer pour les clients	3
Utilisation efficace des ressources	5
Réactif aux besoins	7
Priorités.....	9
Réduire la paperasse administrative.....	9
Élargir ou améliorer les services qui aident les nouveaux arrivants à trouver et à conserver un emploi	9
Évaluer le cadre des services directs, de soutien et indirects.....	10
Accroître la capacité des FS à évaluer les besoins des nouveaux arrivants et à y répondre	11
Favoriser l'innovation et intégrer la technologie.....	12
Immigration francophone.....	12
Services ruraux.....	13
Formation linguistique	14
Annexe A – Liste des participants	15

Introduction

Le présent rapport a pour objet de présenter les priorités du Programme d'établissement pour la région de l'Atlantique dans le contexte du prochain appel de propositions 2019 d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour l'établissement et l'intégration.

Les conclusions du rapport sont fondées sur une série de consultations menées conjointement par la Société Nationale de l'Acadie (SNA) et l'Association des agences au service des immigrants de la région atlantique (ARAISA) à l'automne 2018.

Profil des principaux partenaires

ARAISA

ARAISA est un groupe de coordination pour les organismes fournissant des services d'établissement aux immigrants à travers le Canada atlantique. Le mandat de l'ARAISA est d'identifier et de répondre aux besoins et aux inquiétudes des immigrants, ainsi qu'à ceux des fournisseurs et organismes de services d'immigration de la région Atlantique.

SNA

La SNA est une organisation régionale dont l'objectif principal est la promotion et la défense des droits et des intérêts du peuple acadien et francophone des provinces de l'Atlantique. Dans le cadre de son mandat, la SNA coordonne le *Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF)*, un mécanisme de collaboration pour les intervenants francophones en immigration au Canada atlantique.

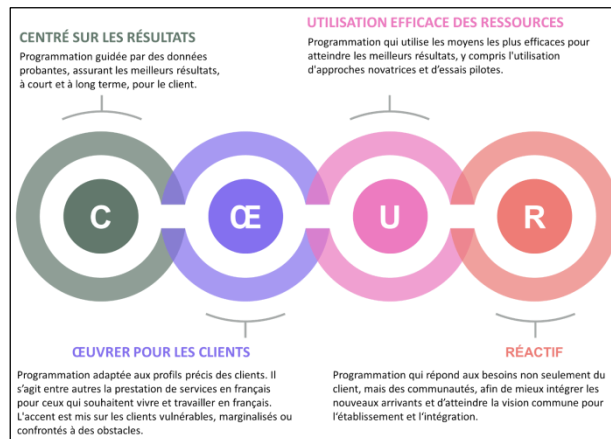
Méthodologie des consultations

La SNA et ARAISA ont collaboré à l'organisation et à la réalisation de consultations bilingues dans les quatre communautés suivantes :

- Le 2 octobre 2018 - Manuels River (Terre-Neuve-et-Labrador)
- Le 4 octobre 2018 - Truro (Nouvelle-Écosse)
- Le 30 octobre 2018 - Miramichi (Nouveau-Brunswick)
- Le 1er novembre 2018 - Summerside (Île-du-Prince-Édouard)

Dans chaque cas, la SNA et ARAISA ont invité entre 40 et 60 intervenants, dont des organismes communautaires et d'établissement, des représentants municipaux, provinciaux et fédéraux, des employeurs, des représentants des secteurs des affaires, de la santé et de l'éducation.

Les organisateurs ont utilisé la vision commune d'IRCC comme cadre conceptuel pour une grande partie des discussions. La vision commune consiste en un acronyme « COEUR » avec quatre thèmes clés : Centré sur les résultats, Œuvrer pour les clients, Utilisation efficace des ressources et Réactif aux besoins. Ils ont demandé aux participants de se répartir en petits groupes de 7 à 8 personnes et de répondre à des questions spécifiques. La section suivante « Constatations » présente un résumé de ce que les organisateurs ont entendu lors des quatre réunions régionales.



La SNA (CAIF) et ARAISA ont ensuite convoqué leurs membres à une séance bilingue d'une demi-journée à Saint Jean de Terre-Neuve-et-Labrador pour discuter des conclusions préliminaires et établir les priorités. Le résultat de ce travail se trouve dans la section « Priorités » ci-dessous.

Constatations

Centré sur les résultats

Comment mesurer la réussite au niveau des programmes de l'établissement? De l'intégration ?

Les participants ont recommandé plusieurs indicateurs pour mesurer le succès de l'établissement et de l'intégration. Le thème le plus courant qui est ressorti de la discussion portait sur le concept de la rétention. Cet indicateur semble mieux refléter le bonheur et le sentiment d'appartenance d'un nouvel arrivant, deux résultats que l'on souhaite généralement pour les services d'établissement. Ceci étant dit, plusieurs ont commenté l'absence d'une définition commune de la « rétention » et les défis que doivent relever les FS pour mesurer adéquatement cet indicateur.

D'autres indicateurs communs mentionnés au cours des discussions ont inclus :

- Satisfaction des nouveaux arrivants ;
- Emploi ;
- Accès aux services (p. ex., formation linguistique, santé, éducation, garde d'enfants, logement) ;
- Inclusion sociale ;
- Communauté accueillante.

Est-ce que les indicateurs de résultats communautaires devraient faire partie des mesures de la réussite de l'intégration ?

En réponse à cette question, de nombreux participants ont mentionné que la « participation » était le meilleur résultat possible pour mesurer la réussite de l'intégration. La participation est considérée comme une bonne preuve d'inclusion sociale. Selon les personnes consultées, la participation peut prendre différentes formes dans une communauté. Cela comprend le bénévolat au sein d'un organisme communautaire (sports, arts, religion, passe-temps, clubs), la participation à des événements, le lancement de nouvelles activités ou de nouveaux événements multiculturels et la participation au sein de conseils communautaires. Les participants ont également souligné que le fait que les nouveaux arrivants assument des rôles de leadership dans la collectivité - et soient acceptés comme tels - était un véritable signe d'intégration profonde. D'autres thèmes récurrents ont été abordés :

- Poser sa candidature aux élections ;
- Les enfants nouveaux arrivants participent aux programmes communautaires ;
- Apprendre une nouvelle langue.

Quel rôle les clients ont à jouer dans l'approche qui guidera la détermination et la mesure de la réussite ?

Selon les personnes consultées, les clients ont un rôle clé à jouer dans la détermination et la mesure du succès. Premièrement, les clients doivent participer à la définition de la « réussite ». Pour reprendre les mots d'un groupe : « Demandez aux clients à quoi ressemble le succès pour vous ? » Ensuite, les clients devraient être en mesure de fournir une rétroaction au moyen de sondages, d'entrevues et de séances de groupes de discussion. Certains participants ont également indiqué que des services de langue et d'interprétation doivent parfois être offerts pour faciliter la participation inclusive des nouveaux arrivants.

Œuvrer pour les clients

À quoi ressemble un programme axé sur les clients ? Diffère-t-il des modèles existants ? Si oui, comment ?

Selon les participants, une approche « axée sur le client » signifie une approche qui accorde une importance cruciale aux forces et aux besoins des clients et qui est dotée d'une capacité d'adaptation et d'une souplesse intégrées pour répondre à des situations uniques et changeantes. Ils ont indiqué que les besoins des nouveaux arrivants sont divers et varient en fonction de divers facteurs, notamment la langue, le niveau de scolarité, l'âge, le pays d'origine, la situation professionnelle et de la situation familiale. Plusieurs ont mentionné la nécessité d'améliorer la programmation

globale, c'est-à-dire une gamme de services qui visent à « envelopper » les clients d'une manière qui les appuie dans tous les aspects de leur vie. Plusieurs participants ont laissé entendre que les accords de contribution d'IRCC avec les fournisseurs de services (FS) étaient trop normatifs et n'offraient pas suffisamment de souplesse pour assurer une telle approche de prestation de services.

Existe-t-il des modes de prestation de services plus efficaces pour certains groupes de clients que pour d'autres ?

En s'appuyant sur la réponse à la question précédente, les participants ont généralement dit qu'une approche inclusive qui tient compte des nombreuses identités croisées des clients est le mode de prestation de services le plus approprié. Pour certains, le modèle de gestion de cas offre un processus de collaboration pour l'évaluation, la planification et la prestation des services afin de satisfaire aux besoins des nouveaux arrivants. Selon les personnes consultées, la vulnérabilité est souvent plus aiguë lorsqu'un nouvel arrivant manque de santé, d'éducation, de compétences linguistiques, de soutien social et familial. Certaines des populations de nouveaux arrivants les plus vulnérables sont les jeunes, les parents seuls, les personnes handicapées, les personnes âgées et les membres de la communauté LGBTQ+. Une attention particulière doit être accordée à la compréhension de ces vulnérabilités et à la prise de mesures appropriées pour y faire face. Par exemple, les services des FS devraient être éclairés par des approches et une pratique sensibles à l'expérience du traumatisme. Les participants ont souligné que les réfugiés pris en charge par le gouvernement (RPG) ont besoin d'un soutien plus important que les immigrants économiques. Il a été mentionné que les RPG francophones pourraient bénéficier d'un fournisseur de services de réinstallation d'IRCC francophone dans la région de l'Atlantique.

Y a-t-il des lacunes en matière de services pour certains groupes de clients ?

Les participants ont offert une longue liste de lacunes dans les services pour des groupes de clients particuliers.

Premièrement, ils ont discuté des lacunes (ou des obstacles particuliers) auxquels font face les nouveaux arrivants en milieu rural. Les thèmes les plus fréquemment abordés ont été :

- Transport ou manque d'accès ;
- Services linguistiques/aptitude à converser régulièrement en anglais/français ;
- Services d'interprétation ;
- Des services de garde d'enfants abordables ;
- Internet haute vitesse ;
- Impacts de ce qui précède sur la capacité d'apprendre une langue, de postuler à un emploi, de rester en contact avec la famille, etc. ;
- Accès aux soins spécialisés/besoins spécifiques ou même aux soins de santé en général ;
- Logements locatifs abordables ;
- Possibilités d'emploi ;
- Inclusion culturelle (c.-à-d. lieux de culte, nourriture) ;
- Services aux travailleurs étrangers temporaires.

Deuxièmement, les participants ont identifié un certain nombre de lacunes ou d'obstacles pour les nouveaux arrivants francophones. Les thèmes récurrents inclus :

- Absence d'un FS francophone détenteur d'un contrat de services de réinstallation d'IRCC pour desservir les réfugiés francophones dans la région de l'Atlantique ;
- Les nouveaux arrivants francophones ne sont pas nécessairement informés qu'ils peuvent choisir de s'intégrer dans les communautés francophones ;
- Transition du statut de résident temporaire à celui de résident permanent (surtout pour les étudiants étrangers francophones).

Étant donné que de nombreuses communautés francophones de la région Atlantique sont situées en milieu rural, certains ont souligné que les lacunes et les obstacles à l'établissement en milieu rural s'appliquent également.

Selon les personnes consultées, des lacunes existent également pour les populations de nouveaux arrivants les plus vulnérables, c'est-à-dire les réfugiés, jeunes/enfants, les parents seuls, les personnes handicapées, les aînés et les membres de la communauté LGBTQ+.

Utilisation efficace des ressources

Existe-t-il des solutions novatrices pour aider à limiter les coûts et à tirer avantage des gains d'efficience ?

Les participants ont proposé de nombreuses idées de solutions de rechange novatrices pour aider à contenir les coûts et à tirer parti des gains d'efficience.

Le thème le plus souvent mis en lumière au cours de la discussion concerne les lourdeurs administratives. Selon de nombreux participants, les exigences de déclaration d'IRCC imposent un fardeau inutile aux FS. Il est possible de rationaliser et de simplifier les exigences en matière de rapports et d'introduire une plus grande souplesse dans les ententes de contribution. De plus, l'idée de prolonger la durée des accords pluriannuels a reçu un soutien général.

Plusieurs participants ont également mentionné que des gains d'efficacité pourraient être réalisés grâce à des partenariats et à une collaboration plus cohésifs sur le terrain. Par exemple, grâce à de meilleurs partenariats, il est possible de tirer parti et de mettre en commun les ressources existantes comme les bénévoles, la technologie et l'équipement. Certains ont mentionné que les partenariats locaux en matière d'immigration étaient un bon moyen de partager l'information et peut-être d'identifier les ressources communautaires sous-utilisées.

D'autres idées ont été incluses :

- Utilisation optimale de la technologie et des services en ligne (comme Tutela¹) ;
- Mieux rémunérer les travailleurs de l'établissement afin de minimiser le roulement du personnel ;
- Partager les meilleures pratiques.

Quelles sont les possibilités pour les organismes financés de collaborer, d'établir des partenariats ou de tirer parti de la contribution d'autres secteurs ?

En plus de plusieurs points déjà abordés ci-dessus concernant l'effet de levier des partenariats, les participants ont indiqué que plusieurs modèles existants fonctionnent bien et pourraient être améliorés. Par exemple, des organismes-cadres comme l'Association des agences au service des immigrants de la région atlantique (ARAISA) et le Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF) de la Société Nationale de l'Acadie (SNA) ont été cités comme d'excellents forums où les principaux partenaires en matière d'établissement et d'intégration peuvent échanger des renseignements et collaborer. Les partenariats locaux en matière d'immigration (PLI) sont un autre exemple qui est revenu à plusieurs reprises au cours des rencontres régionales.

Certains participants ont mentionné que le partage de locaux est une autre façon pour les organismes financés de renforcer les liens et de partager l'information et les ressources.

Quels secteurs de la programmation actuelle devraient être diminués pour mettre davantage l'accent sur d'autres secteurs ?

En s'appuyant sur certains des commentaires susmentionnés, les participants ont indiqué que tous les domaines de programmation sont importants et ne devraient pas être amoindris. Toutefois, plusieurs ont dit qu'il y a un besoin continu de réévaluer et d'adapter les programmes. Certains ont laissé entendre qu'il est possible d'obtenir de meilleurs résultats avec le niveau de financement actuel. Par exemple, ils ont répété que les exigences en matière de rapports d'IRCC pourraient être simplifiées, ce qui permettrait aux FS de consacrer plus de temps à la prestation des services aux clients.

Les points suivants ont aussi été mentionnés à plusieurs reprises :

- Réduire le dédoublement des services ;
- Surveiller les services qui se chevauchent ;
- Optimiser l'utilisation de la technologie.

¹ <https://tutela.ca/PublicHomePage>

Réactif aux besoins

Comment pouvons-nous attirer et assurer la présence constante de multiples intervenants aux tables de planification et de mise en œuvre communautaire pour mieux appuyer l'intégration à long terme ?

Les participants ont fourni de nombreux exemples et idées sur la façon dont les partenariats pourraient être établis et solidifiés à l'échelle locale. Les principaux points peuvent être résumés comme suit :

- **Rôles et responsabilités clairs :** Les partenariats solides reposent sur des rôles et des responsabilités clairs à l'échelle locale. Les participants ont souligné la nécessité d'une communication continue entre les partenaires afin de réduire au minimum les lacunes et les chevauchements. À cet égard, le rôle des partenariats locaux en matière d'immigration (PLI) a été largement appuyé par les participants des quatre provinces de l'Atlantique.
- **Large composition des comités locaux :** De l'avis général, il est souhaitable d'élargir autant que possible la composition des forums et comités de planification et de mise en œuvre. Il s'agit notamment de s'assurer que les nouveaux arrivants eux-mêmes aient leur mot à dire à ces tables.
- **Ressources :** Attirer et retenir de multiples acteurs et forger des partenariats significatifs sont rarement le fruit du hasard. Le processus exige des ressources clés, en particulier du temps, un leadership motivé, des communications régulières et un personnel informé et expérimenté.

Quels programmes pourraient aider à créer des collectivités plus accueillantes ?

L'opinion générale qui se dégage des discussions est que les communautés d'accueil ont un rôle essentiel à jouer dans l'intégration réussie des immigrants. Les collectivités ont de meilleures chances de devenir véritablement accueillantes si elles peuvent déployer la bonne combinaison de ressources (financières et non financières) pour les services à la clientèle, l'éducation du public, la participation des intervenants et les partenariats communautaires. Voici les idées clés qui se dégagent des discussions.

- **Améliorer l'éducation et la sensibilisation du public :** L'établissement et l'intégration sont facilités lorsque l'ensemble de la collectivité comprend l'importance d'accueillir les nouveaux arrivants. Il faut constamment dissiper les mythes, sensibiliser les gens, partager les faits et souligner la valeur de la diversité pour s'assurer que les Canadiens de l'Atlantique incluent les immigrants dans la vie quotidienne de leurs collectivités. Des interventions sont nécessaires à tous les niveaux, y compris dans les lieux de travail, dans les institutions publiques, les hôpitaux, les écoles et les églises ;
- **Organiser des activités sociales ;**

- Identifier des champions communautaires pour appuyer les familles de nouveaux arrivants.

Y a-t-il des partenariats qui pourraient être renforcés pour nous aider (gouvernements, secteur de l'établissement, collectivités et autres) à atteindre notre objectif d'une société inclusive ?

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'opinion selon laquelle les partenariats pourraient être renforcés et élargis pour faciliter l'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants au Canada atlantique a reçu un large appui.

Au plus haut niveau, les participants ont parlé de la nécessité de poursuivre les efforts pour éliminer les cloisonnements entre les divers organismes gouvernementaux. Pour reprendre les mots d'un groupe : « Nous avons besoin de tous les ordres de gouvernement et des ministères concernés à la table (pas seulement de l'immigration) ». Certains ont affirmé que les mécanismes de financement d'IRCC sont conçus de manière à décourager la collaboration entre les partenaires communautaires au lieu de les encourager. « Le financement doit être accordé de manière à ne pas créer de concurrence entre les partenaires », a dit un groupe.

Les participants ont également mentionné que toutes les collectivités sont uniques et que les configurations de partenariat doivent refléter les réalités distinctes. Ils ont dit que les acteurs non traditionnels devraient être invités à se joindre aux conversations. Il s'agit notamment de :

- Groupes professionnels et associations professionnelles ;
- Bibliothèques ;
- Institutions financières ;
- Bureaux de poste ;
- Organismes de loisirs ;
- 4-H ;
- Institut des femmes ;
- Habitat pour l'humanité.

Priorités

Réduire la paperasse administrative

En vertu de leurs accords de contribution respectifs, les FS qui fournissent des services directs sont tenus de présenter à IRCC une foule de rapports (c.-à-d. des données sur le service à la clientèle, des demandes financières, des flux de trésorerie, des rapports narratifs et des rapports annuels de rendement de projets, etc.)

Un certain nombre de personnes consultées dans le cadre du présent rapport ont indiqué que les exigences en matière de rapports d'IRCC sont excessives et portent atteinte à leur fonction principale qui consiste à servir les nouveaux arrivants et à établir des partenariats. L'une des principales priorités recommandées est d'examiner les exigences en matière de rapports dans le but de rationaliser les processus de reddition de compte tout en maintenant l'imputabilité.

En voici quelques exemples concrets :

- Introduire une certaine souplesse dans la gestion des modifications aux accords de contribution de façon à répondre aux besoins émergents ;
- Simplifier les exigences de déclaration pour les accords, particulièrement pour les agences qui présentent de faibles risques et les ententes dont le montant est inférieur à un certain seuil ;
- Accorder plus de souplesse dans les budgets afin de permettre le report de fonds d'un exercice financier à l'autre ;
- Harmoniser les exigences en matière de rapports avec celles des provinces.

Élargir ou améliorer les services qui aident les nouveaux arrivants à trouver et à conserver un emploi

De l'avis général des participants, l'emploi est un indicateur clé de l'inclusion économique et, en fin de compte, de l'intégration à long terme dans une collectivité. Pour mieux appuyer ce résultat, les participants ont estimé qu'il était nécessaire d'améliorer et d'élargir les services conçus pour aider les nouveaux arrivants à trouver et conserver un emploi.

Il faut accorder plus d'attention à l'adéquation entre les compétences des nouveaux arrivants et les besoins du marché du travail par le biais d'initiatives telles des programmes de subventions salariales² ou de stages. Il est tout aussi important pour les employeurs de mieux comprendre

² La province de l'Île-du-Prince-Édouard aurait un programme de subventions salariales conçu pour aider les nouveaux arrivants à obtenir leur premier emploi au Canada. Bien que sa portée soit limitée, le programme est considéré comme très efficace

comment les nouveaux arrivants peuvent les aider à atteindre leurs propres objectifs d'affaires, puis de créer un milieu de travail culturellement compétent. À cet égard, les participants ont déclaré que les services d'accompagnement et la formation sur les compétences culturelles à l'intention des employeurs sont conformes aux services directs liés à l'emploi d'IRCC et devraient être traités comme tels.

Parmi les autres priorités pour améliorer les services qui aident les nouveaux arrivants à obtenir et à conserver un emploi, mentionnons :

- Surmonter les obstacles liés à la reconnaissance des qualifications étrangères ;
- Innover grâce à des projets comme l'initiative *Magnet* de l'Université Ryerson³;
- Aider les employeurs et les groupes d'employeurs comme les Chambres de commerce à célébrer et à reconnaître les pratiques d'embauche inclusives.

Évaluer le cadre des services directs, de soutien et indirects

Comme nous l'avons mentionné précédemment, un thème récurrent tout au long des consultations dans la région de l'Atlantique a été le besoin de souplesse dans les programmes d'établissement et de réinstallation d'IRCC. On a longuement discuté de la façon dont les volets du programme sont définis et compris par les intervenants (c.-à-d. l'éventail des services directs et indirects) ainsi que de la nécessité de s'adapter pour appuyer la prestation des programmes.

De l'avis général, les accords de contribution d'IRCC sont trop restrictifs, ce qui peut nuire à l'innovation. Par exemple, on a indiqué que les accords de contribution actuels sont structurés de façon à ce que chaque accord prévoit un pourcentage de 20 % (à moins qu'une requête exceptionnelle ne soit accordée) pour les services de soutien. Cette limitation peut avoir un effet négatif sur la capacité d'un FS de fournir des services aux familles ainsi que fournir des appuis aux régions rurales et éloignées (p. ex., garde d'enfants ou transport). En l'absence d'une souplesse intégrée permettant de puiser dans d'autres enveloppes budgétaires, c'est l'ensemble de la prestation des services qui en souffre, au détriment des nouveaux arrivants.

Les participants ont également indiqué très clairement qu'il existe un besoin continu de promouvoir la diversité et d'accroître la sensibilisation culturelle au sein des collectivités du Canada atlantique. Beaucoup ont parlé du manque de compréhension de la part de nombreux Canadiens de l'Atlantique de la nécessité d'accueillir les nouveaux arrivants dans leurs collectivités. Comme l'a dit un participant : « Nous devons combattre le mythe selon lequel les nouveaux arrivants volent nos emplois ». En particulier, cette question a été fréquemment soulevée dans le cadre de la discussion sur l'immigration rurale. Certains ont souligné que leurs collectivités respectives

³ Magnet est une initiative sociale sans but lucratif fondée en 2014 par l'Université Ryerson et la Chambre de commerce de l'Ontario, dans le but d'éliminer le chômage et le sous-emploi des jeunes et des nouveaux immigrants. Pour plus d'informations, voir <https://www.ryerson.ca/career/about-us/Magnet/>

demandent régulièrement aux FS d'offrir des « programmes de sensibilisation » et que de telles activités devraient être considérées comme un service direct selon les lignes directrices du programme d'IRCC.

Améliorer la capacité des FS à évaluer les besoins des nouveaux arrivants et à y répondre

Au cours des consultations menées dans le Canada atlantique, on a reconnu que l'immigration est essentielle à la viabilité démographique et à la croissance de la population active de la région et que, en tant qu'intermédiaires entre les nouveaux arrivants et les collectivités locales, les organismes de services d'établissement jouent un rôle vital. Les discussions ont également reflété la complexité même du processus d'immigration.

L'une des priorités clés de la discussion est le besoin d'une meilleure capacité d'évaluer les besoins des nouveaux arrivants et d'y répondre dans un environnement complexe, et plus particulièrement la professionnalisation du secteur de l'établissement. Plusieurs participants ont convenu que le secteur manque de normes professionnelles pour les praticiens. Il a également été reconnu que les FS veulent soutenir le perfectionnement professionnel des travailleurs de première ligne afin de s'assurer qu'ils avaient la formation et les connaissances spécialisées nécessaires pour soutenir des populations diverses.

Dans ce contexte, il y a également eu de nombreuses discussions sur l'évaluation et la satisfaction des besoins des populations vulnérables. Les participants ont parlé de la vulnérabilité sous plusieurs angles, notamment l'isolement, le sexe (femmes), la langue, l'orientation sexuelle, les handicaps ainsi que de nombreux obstacles à l'emploi, comme le manque d'instruction. Selon les personnes consultées, il y a un nombre croissant de clients vulnérables qui ont besoin de ressources spécialisées, de formation, etc.

Sans limiter l'importance des facteurs de vulnérabilité susmentionnés, une attention particulière a été accordée aux traumatismes et aux problèmes de santé mentale lors des discussions. L'information recueillie aux fins du présent rapport donne à penser que les FS ne sont souvent pas suffisamment dotés et équipés pour faire face aux traumatismes et aux problèmes de santé mentale auxquels les nouveaux arrivants sont confrontés. Il s'agit d'une question qui doit être abordée à la fois sous l'angle du financement et sous celui de la prestation des services. À cet égard, certains participants ont mentionné les avantages d'une approche sensible à l'expérience du traumatisme.

Parmi les autres priorités particulières visant à améliorer la capacité des FS d'évaluer les besoins des nouveaux arrivants et d'y répondre, mentionnons :

- Utiliser une approche de gestion de cas où le personnel de plusieurs équipes est en mesure d'appuyer le cheminement du client ;

- Offrir une variété d'options de prestation de programmes appropriés (en personne, à distance, en ligne, mixtes ou à distance, programmes d'approche) pour faire en sorte que les personnes ayant des besoins différents puissent avoir accès aux programmes d'établissement en temps opportun ;
- Veiller à ce que les clients participent de façon continue à leur processus d'établissement.

Favoriser l'innovation et intégrer la technologie

La promotion de l'innovation et l'intégration de la technologie dans la prestation des services d'établissement et de rétablissement ont été un autre thème récurrent des consultations dans la région de l'Atlantique. Cette question a été abordée sous plusieurs angles.

Tout d'abord, bon nombre de participants ont fait référence à Immigration – Environnement de déclarations d'ententes de contribution (iEDEC), un système utilisé par les FS pour faire rapport sur les clients servis conformément à leurs accords de contribution. Les FS déploient beaucoup d'efforts pour se conformer aux exigences de cette plate-forme. Par l'entremise d'iEDEC, les FS fournissent de l'information sur leurs programmes respectifs et les services fournis aux clients. Selon plusieurs participants, bien qu'iEDEC semble être efficace pour saisir les données sur les extrants, il ne produit pas d'information pertinente sur les résultats du programme. Ces innovations ont de la valeur, mais il faudrait de la formation et des ressources pour saisir et communiquer ce type d'information.

Parmi les autres priorités visant à améliorer les services d'établissement par l'innovation, mentionnons :

- L'utilisation optimale de la technologie pour atteindre les nouveaux arrivants dans les régions rurales et réduire ainsi au minimum les obstacles à la prestation des services ;
- Comblent l'écart entre les communautés « nanties » et « démunies » grâce à la technologie (les fournisseurs de services ne tirent pas toujours parti des technologies disponibles ou ne sont pas au courant des économies potentielles (p. ex., téléchargements en vrac vers iEDEC). Cela pourrait profiter aux petites et moyennes organisations ;
- Améliorer la ligne téléphonique d'information d'IRCC pour améliorer la capacité des FS à répondre aux questions et à fournir un service de qualité ;
- Bien que rien ne remplace le soutien en personne, certains clients peuvent être bien servis par des programmes en ligne ou mixtes.

Immigration francophone

L'immigration francophone demeure une priorité au Canada atlantique. Au cours des consultations, il y a eu de nombreuses références à la notion de « Par et Pour » les francophones.

Par exemple, certains participants francophones ont souligné qu'il n'y a actuellement aucun FS du Programme d'aide au rétablissement (PAR) francophone dans la région de l'Atlantique. Les réfugiés francophones sont aiguillés vers des services de rétablissement par le biais de FS PAR qui ne sont pas singulièrement francophones. Dans bien des cas, les FS PAR existants ont établi des partenariats avec les organismes francophones de leur communauté. Mais il y a de l'appui pour l'ajout d'un ou plusieurs fournisseurs de services du PAR francophone dans la région de l'Atlantique afin de faciliter davantage le rétablissement et l'intégration des réfugiés francophones.

De plus, les nouveaux arrivants d'expression française ne sont pas toujours informés de l'existence des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) et des services auxquels ils peuvent avoir accès en français. Pour profiter pleinement de l'immigration, les communautés francophones des quatre provinces de l'Atlantique doivent être rendues plus visibles aux nouveaux arrivants d'expression française.

Lors des consultations, il a également été mentionné que les communautés francophones du Canada atlantique sont généralement situées en milieu rural. Attirer des nouveaux arrivants francophones dans ces régions est déjà difficile, mais il s'avère encore plus difficile de les accueillir et de les soutenir avec peu de ressources. L'une des priorités des CLOSM dans les provinces de l'Atlantique est d'accroître la capacité d'offrir des services de qualité adaptés et d'accroître les ressources pour sensibiliser la population locale à la question de l'immigration.

Enfin, il y a un besoin continu de promouvoir les voies d'immigration auprès des résidents temporaires d'expression française qui cherchent des occasions de vivre dans les CLOSM. Les participants ont reconnu que le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique est un pas dans la bonne direction. Ils ont également recommandé de mettre l'accent sur l'acquisition de compétences linguistiques en anglais pour les étudiants étrangers d'expression française pendant leurs études.

Services ruraux

L'une des caractéristiques uniques du Canada atlantique est sa population rurale au-dessus de la moyenne nationale. En fait, même les plus grands centres urbains de la région demeurent modestes par rapport aux autres grandes villes canadiennes. De plus, des initiatives comme le programme pilote d'immigration au Canada atlantique pourraient accroître le nombre de résidents permanents qui s'établissent dans les régions rurales et les petits centres. Bien qu'ils ne soient pas admissibles aux services financés par IRCC, les travailleurs étrangers temporaires, qui combleront souvent les pénuries de main-d'œuvre dans les industries situées dans des régions rurales ou éloignées, pourraient éventuellement trouver des moyens d'obtenir la résidence permanente, ce qui leur permettrait de s'établir dans ces régions.

Les priorités soulignées doivent donc aussi tenir compte de cette prédominance des centres ruraux et des petits centres lorsqu'il s'agit de déterminer les approches et le soutien à la prestation des

services à la clientèle. Comme nous l'avons mentionné plus haut dans l'analyse des lacunes dans les services offerts à certains groupes de clients, les nouveaux arrivants dans les régions rurales et les petits centres font souvent face à des défis supplémentaires (p. ex., le manque d'accès aux transports, aux services linguistiques, aux services de garde, etc.). Les intervenants consultés ont souligné la nécessité d'accroître les services d'approche auprès des clients dans les collectivités rurales. Il pourrait s'agir de programmes adaptés, d'une utilisation efficace de la technologie ou de fonds supplémentaires pour des services de soutien visant à éliminer les obstacles qui ne sont pas nécessairement vécus, ou vécus avec moins d'acuité, dans les grands centres.

Formation linguistique

Pour les nouveaux arrivants au Canada atlantique, la formation linguistique demeure une priorité. La capacité de communiquer en français ou en anglais demeure essentielle à la pleine intégration dans la société canadienne.

Les intervenants ont indiqué que les services de formation linguistique financés par IRCC offrent actuellement une certaine souplesse. Par exemple, les services sont offerts dans les deux langues officielles et dans une variété de formats, y compris en classe, en ligne et en format mixte. Les clients peuvent également suivre des cours de langue financés par IRCC à temps plein ou à temps partiel. De plus, les cours peuvent avoir une orientation différente, selon les besoins du client (c.-à-d. besoins généraux, besoins propres à une profession ou préparation à la citoyenneté).

Mais, selon les personnes consultées, une plus grande souplesse serait utile. Par exemple, certains apprenants de niveau inférieur ont besoin d'une formation linguistique plus intensive et accélérée. L'une des principales priorités recommandées est que les lignes directrices du programme d'IRCC soient plus souples pour permettre aux FS de s'engager dans ce type de programme de formation linguistique intensive. Les intervenants ont souligné qu'il existe des modèles et des approches d'apprentissage intensif qui pourraient être mis à l'essai dans le Canada atlantique.

Un autre exemple concerne les cas où il peut être plus efficace d'orienter un client vers l'emploi ou l'entrepreneuriat - ce qui présente des avantages en matière d'apprentissage linguistique et peut produire des résultats plus rapidement - plutôt que d'avoir tous les types de clients dans des programmes d'apprentissage strictement linguistiques exclusivement jusqu'à ce qu'ils obtiennent un certain niveau de compétence linguistique canadiens (NCLC) avant de chercher un emploi.

Les personnes consultées considèrent également comme une priorité l'examen par IRCC des lignes directrices sur l'admissibilité à la formation linguistique. Ils ont souligné que les cours de langue communautaires ne sont actuellement ouverts qu'aux résidents permanents et que d'autres catégories de nouveaux arrivants - en particulier les étudiants internationaux et les travailleurs temporaires en voie de devenir résidents permanents - bénéficieraient grandement de l'accès à ces cours.

Annexe A – Liste des participants

Nom	Organisme
Terre-Neuve-et-Labrador	
Andrea Childs	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Asta J. Rowe	Réseau de Développement Économique et d'Employabilité (RDÉE)
Ayse Sule Akinturk	Muslim Association of Newfoundland and Labrador
Carolina Herrera	Réseau de Développement Économique et d'Employabilité (RDÉE)
Chris Sheppard	St. John's Native Friendship Centre
David Manicom	Immigration, Refugees and Citizenship Canada (IRCC)
Deanne Howlett	YWCA St. John's
Don Jayasinghe	Innu Nation
Dr. Christine Bassler	Refugee Health Clinic, Memorial University
Dr. Lloydetta Quaicoe	Sharing our Cultures
Emilie Marchal	Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ)
Emma Reelis	St. John's Native Friendship Centre
Enemuo Nnamdi	Nigerian Canadian Association
Fiona Langor	Workforce Development, Labour and Immigration - Dept. of Advanced Education, Skills and Labour NL
Florentin Stroia	Office of French Services, Service NL
Frank Gough	Association for New Canadians (ANC)
Gaël Corbineau	Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador
Geneviève Vallée	Fédération des francophones de Terre-Neuve et Labrador (FFTNL), COMPAS

Geoff Newman	Office of Immigration and Multiculturalism - Dept. of Advanced Education, Skills and Labour NL
Iris Yang	Chinese Association of NL
Jamie Baker	Association for New Canadians (ANC)
Jamie Coady	NL English School Board
Jamie Wambolt	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Jessica Barry	Local Immigration Partnership of the City of St. John's
Jose Rivera	Refugee Immigrant Advisory Council/Coalition on Richer Diversity (CORD)
Joy Hecht	Jewish Community Havura
Kathy Condy	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Ken Walsh	Association For New Canadians - Corner Brook
Kevin O'Shea	Public Legal Information Association of Newfoundland and Labrador
Eveline Ross	Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP)
Krista Payne	YMCA of Newfoundland and Labrador
Lesley Alexander	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Lynn Walsh	Memorial University of Newfoundland
Maryse O'Neill	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Megan Morris	Association for New Canadians (ANC)
Megan Stuckless	Conservation Corps NL
Mike Clair	Former CCNI/Harris Centre
Terri Turner	Community Centre Alliance
Olivier Maboudou	Fédération des francophone de Terre-Neuve-et-Labrador (FFTNL), COMPAS
Percy Farwell	Town of Gander

Raffi Markarian	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Remzi Cej	Office of Immigration and Multiculturalism - Dept. of Advanced Education, Skills and Labour NL
Roger Scaplen	Atlantic YMCA Regional Development Centre
Sheldon O'Neil	Office of Immigration and Multiculturalism - Dept. of Advanced Education, Skills and Labour NL
Sheldon Peddle	ACAP Humber Arm
Stephanie Hoskins	TI Murphy Centre
Steve Ross	Virginia Park Community Centre
Tracey Donaldson	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Tracy Harris	Eastern Health
Valerie Parrott	Pentecostal Assemblies of NL
Wallace Gregory	Virginia Park Community Centre
Wendolyn Schlamp	YWCA St. John's
Elizabeth Lawrence	City of Saint John's
Yvonne Hardy	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Nouvelle-Écosse

Alana Baxter	Nova Scotia Office of Immigration
Andrea Jackson	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)
Benoit Seveno	Association des juristes d'expression française de Nouvelle-Écosse (AJEFNE)
Carole Derby	Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS)
Chaimae Bouardi	Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse
Colin Brothers	Nova Scotia Office of Immigration
David Hovey	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

Donalda Johnston Roper	Cape Breton University
Emmanuel Nahimana	Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (RIF N.-E.)
Esther Bejarano	YMCA of Greater Halifax/Dartmouth, YREACH
Erin MacDonald	Language Assessment Services of Nova Scotia
Erika Michaud	Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FFANE)
Erika Shea	New Dawn Enterprises
Gerry Morrissey	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)
Inhae Park	YMCA of Greater Halifax/Dartmouth (YMCA)
Jennifer Thornhill	YMCA of Greater Halifax/Dartmouth (YMCA)
Jennifer Watts	Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS)
Karim Amedjkouh	Conseil scolaire acadien provincial (CSAP)
Kathy Condy	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Kenneth Oguzie	Recruitment Services, NS Public Service Commission
Laura Hambelton	Refugee Sponsorship Training Program
Laura Huynh Lê	Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDÉNÉ)
Lesley Alexander	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Lili Connellan	Nova Scotia Office of Immigration
Luc Tardif	Université Ste-Anne
Lucille Harper	Syria-Antigonish Families Embrace (SAFE)
Maryse O'Neill	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Michelle Aucoin	NS Department of Communities, Culture and Heritage
Michelle Johnson	United Way Halifax
Mike Lee	Stansfield's Ltd. Truro
Mohja Alia	Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS)

Molly Fall	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Mounia Elkhourani	Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse
Nabiha Atallah	Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS)
Patricia Leyenaar	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Rachel Agwata	African Diaspora Association of the Maritimes (ADAM)
Rob Martin	YMCA of Greater Halifax/Dartmouth, YREACH
Roberto Montiel	HRM Local Immigration Partnership
Robyn Webb	Halifax Partnership
Sasha Sears	Halifax Partnership
Sohaila Abdo	Cape Breton Island Centre for Immigration, New Dawn Enterprises
Sonia Losier	Université Ste-Anne
Sonja Grcic-Stuart	Halifax Regional Centre for Education
Tammy Atkins	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Tracey Donaldson	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Tracey Thomas	African Nova Scotian Affairs
Wenche Gausdal	Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS)

Île-du-Prince-Édouard

Alana Walsh	Greater Charlottetown Area Chamber of Commerce
Alcide Bernard	Municipalité rurale de Wellington
Allison Doughart	Holland College
Amie Swallow-MacDonald	Développement rural et régional, Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
Amy MacLean	Association pour nouveaux arrivants au Canada de l'Î-P-É
Angie Cormier	La Coopérative d'intégration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard Limitée et RIF Î-P-É

Ann Wheatley	Cooper Institute
Annie Stephens	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Bonnie Gallant	Réseau de Développement Économique et d'Employabilité (RDÉE)
Carole Burton	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Cherine Stévula	Réseau de Développement Économique et d'Employabilité (RDÉE)
Cora Lee Dunbar	PEI Connectors, Summerside Chamber of Commerce
Craig Mackie	Association pour nouveaux arrivants au Canada de l'Î-P-É
Dan Doran	Roman Catholic Diocese of Charlottetown
Elizabeth Orton	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Erin Mahar	Association pour nouveaux arrivants au Canada de l'Î-P-É
Isabelle Dasyuva-Gill	Société Saint-Thomas-d'Aquin
Janet Perry-Payne	Éducation, Développement préscolaire et Culture, Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
Maigan Newson	Main-d'œuvre et Études supérieures Évolution démographique, Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
Marilyn Murphy	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)
Mary Hunter	Bureau de l'immigration (Island Investment Development Inc.)
Maryse O'Neill	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Maxine Rennie	CBDC - West Prince Ventures Ltd.
Melanie Bailey	PEI Provincial Immigration Partnership
Michael Thususka	Ville de Summerside
Molly Fall	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Najam Chishti	Muslim Society of Prince Edward Island Inc.
Nancy Clement	Association pour nouveaux arrivants au Canada de l'Î-P-É
Natalie Condron	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Nicole Bellefleur	PEI Connectors Program

Paola Soto	Cooper Institute
Robert Hughes	Town of Stratford
Robyn Gallant	Coopérative d'intégration francophone de l'Île-du-Prince-Édouard Limitée
Rocío McCallum	Association pour nouveaux arrivants au Canada de l'Î-P-É
Shelley Clark	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)
Susan MacKenzie	Main-d'œuvre et Études supérieures Évolution démographique, Gouvernement de l'Île-du-Prince Édouard
Tara Maddix	Greater Summerside Chamber of Commerce
Valerie Molina	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Nouveau-Brunswick

Abdellatif Baoud	Services humains de l'Atlantique, Saint John
Abiola Damamola	Partenariat local en matière d'immigration de Saint John
Adam Lordon	Ville de Miramichi
Agathe Robichaud	Comité d'accueil, d'intégration et d'établissement de la péninsule acadienne (CAIENA)
Alex LeBlanc	Conseil multiculturel du N.-B.
Angelique Reddy-Kalala	Ville de Moncton
Angélique Simpson	YMCA of Greater Saint John
Carole Burton	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Charbel Mouhaweij	Association multiculturelle de Fredericton (AMCF)
Charles Ayles	Croissance démographique (Division) Éducation postsecondaire, Formation et Travail, Gouvernement du N.-B.
Chrissy Guitard	Association Multiculturelle du Restigouche
Craig Silliker	Association régionale multiculturelle de Miramichi (ARMM)
Cynthia Blanchette	Chambre de commerce de Saint Quentin

Dana Horrocks	Service de bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick
David Dobbelsteyn	Ville de Saint John
Éric Thibodeau	Centre de Ressources pour Nouveaux Arrivants au Nord-Ouest In. (CRNA)
Erin Court	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Frédéric Dion	Association des municipalités francophones du N.-B.
Gilles Vienneau	Société Santé et Mieux-être en français du N.-B.
Heather Keats	Croissance démographique (Division) Éducation postsecondaire, Formation et Travail, Gouvernement du N.-B.
Isabelle Duguay	Réseau de santé Vitalité
Ivan Stephen (Tully) Paul	
Janet Moser	The Hive, Fredericton Chamber of Commerce
Jason Dickson	YMCA Fredericton
Johanne Lévesque	Réseau de Développement Économique et d'Employabilité (RDÉE)
Julie Nadeau	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)
Juliette Cabana	Association régionale multiculturelle de Miramichi (ARMM)
Kevin Silliker	Ville de Moncton
Kim Chamberlain	La Ruche, Chambre de commerce du Grand Bathurst
Laura Di Paolo	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Laurie Parris	Multicultural Association of Charlotte County Inc.
Li Song	Pride Race Unity Dignity Education (PRUDE Inc.)
Lisa Bamford De Gante	Association multiculturelle de Fredericton (AMCF)
Madhu Verma	Asian Heritage Society of NB
Marc André Gionet	Association multiculturelle de la région Chaleur (AMRC)
Maryse O'Neill	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Michael Collicott	Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)
Michelle Arsenault	Association multiculturelle du Restigouche
Mohamed Bagha	Centre de nouveaux arrivants de Saint-Jean
Mohamed Yessaad	Partenariat local en matière d'immigration du Grand Moncton (PLIGM)
Molly Fall	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Myriam Mekni	Association multiculturelle du Grand Moncton (AMGM)
Natalie Condron	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Nausheen Ali	Ignite Fredericton
Neil Boucher	Centre d'accueil et d'établissement francophone (CAFI)
Nicole Nader	Réseau en immigration francophone du Nouveau-Brunswick (SANB) RIF N.-B.
Nicole Poirier	Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)
Nivosoa Ravololomboahangy	Association multiculturelle de la région Chaleur (AMRC)
Paul Carline	Canadian Baptists of Atlantic Canada
Paul Demers	District scolaire francophone Sud (DSF-S)
Rambha Pershad	Miramichi Regional Multicultural Association (MRMA)
Rodrigue Hebert	District scolaire francophone Sud (DSF-S)
Roland Moreno	Filipino-Canadian Community of NB Inc.
Samantha Wentzell	YMCA of Greater Saint John
Sandrine Saugrain	Réseau de Développement Économique et d'Employabilité (RDÉE)
Serge Zably	Université de Moncton
Stephen Chase	Immigration, Établissement et multiculturalisme (Direction) - ÉPFT

Facilitation & Staff (all provinces)

Michel Desjardins	Groupe de développement Consortia
Florian Euzen	Société Nationale de l'Acadie – Comité atlantique sur l'immigration francophone
Tanya Doucet	Société Nationale de l'Acadie – Comité atlantique sur l'immigration francophone
Carolyn Whiteway	Association des agences au service des immigrants de la région atlantique
Solange Mudahogora	Association des agences au service des immigrants de la région atlantique

